PÉTITION

NUCLÉAIRE

Appel pour le NON à ITER

Appel lancé par le Réseau «Sortir du nucléaire»

APPEL pour le NON à ITER et pour le OUI aux économies d'énergie, aux énergies renouvelables, et au choix démocratique des citoyens

Les signataires du présent appel dénoncent la décision absurde et antidémocratique de l'Etat français et de la Commission européenne qui, sans l'aval de la population et sans tenir compte des fortes réticences de scientifiques de premier plan, ont décidé de la construction du réacteur ITER. Voici les raisons principales du refus d'ITER

Le réacteur ITER ne produira jamais d'électricité

Tout à fait officiellement, l'objectif d'ITER est d'essayer de maintenir une réaction de fusion nucléaire pendant... 400 secondes (voir le site officiel : www.itercad.org/intro_fr.html). Les lignes électriques THT (Très haute tension) qui vont relier ITER au réseau EDF vont être construites uniquement pour alimenter ITER.

ITER va consommer beaucoup d'électricité

«Pour démarrer ITER, il faut disposer de 500 MW, fournis par l'ensemble du réseau pendant une dizaine de secondes. Pour chauffer le nuage chaud de deutérium et de tritium (plasma) qu'il contient, il faut quelques dizaines de MW pendant 400 secondes. Enfin, de façon permanente, l'installation a besoin de 120 MW.» (Le Monde, 5 décembre 2003)

ITER sera dangereux

Le Prix Nobel de physique 2002, le japonais Masatoshi Koshiba, a expliqué dès le 10 mars 2003 dans une lettre envoyée au premier ministre Koizumi que «Le réacteur nucléaire ITER, qui brûle du tritium, est extrêmement dangereux du point de vue de la sûreté et de la contamination de l'environnement»

ITER produira des déchets nucléaires

Masatoshi Koshiba, toujours dans sa lettre du 10 mars 2003, a expliqué que «La radioactivité des murs du dispositif et des matériaux de construction produiront 40.000 tonnes de déchets nucléaires.» Ces déchets auront une durée de vie de l'ordre du millier d'années : c'est certes moins que les déchets produits par les réacteurs actuels (fission nucléaire), mais cela fera quand même un cadeau empoisonné pour les générations futures.

Il est fort possible que la fusion nucléaire ne permette jamais de produire de l'électricité

«Depuis quarante ans, on tourne en rond. Des projets comme ITER, on en a installé à Princeton aux Etats-Unis, puis en Grande-Bretagne, mais on n'a jamais vraiment progressé» (Claude Allègre, l'Express, 30 mai 2005). Et depuis 40 ans, on nous promet la fusion pour dans 20 ou 30 ans... Ca recommence aujourd'hui avec ITER...

Si la fusion nucléaire produit un jour de l'électricité, ce sera trop tard

Si des dizaines de milliards d'euros sont à nouveau gaspillés dans la fusion nucléaire, un lointain successeur d'Iter produira peut-être un jour de l'électricité, au mieux dans 100, 150 ou 200 ans. Or, tout le monde sait bien que le pétrole et l'uranium seront épuisés dans 50 ans maximum. ITER est donc une erreur majeure d'investissement.

Nous finançons les compensations colossales obtenues par le Japon

La Japon a obtenu le poste de secrétaire général du projet, 20% des effectifs (pour seulement 10% des investissements), l'hébergement de laboratoires de recherche, des travaux du site japonais de fusion nucléaire de Naka, l'implantation au Japon de l'éventuel «ITER 2» ... qui sera financé à 50% par l'Union européenne ! L'argent public européen est sacrifié pour des décennies.

Si un pays se retire d'ITER, nous paierons la différence

«Si un pays quittait ITER, le pays hôte devrait alors financer, peut-être, 20% additionnels du projet», a déclaré M. Sakata directeur général du bureau de la recherche et du développement du ministère des Sciences du Japon. «C'est quelque chose que nous ne pouvons pas provisionner, pour des raisons d'économies», a-t-il souligné. «Au contraire, l'Europe a toujours fait savoir qu'elle était prête à payer des coûts supplémentaires, même si l'accord à six capote» (AFP, 28/06/2005 - 14h09)

...or, il est probable que les USA se retirent bientôt du projet ITER

Une commission du Congrès des USA a produit en mai 2005 un rapport qui explique que soutenir ITER était «déraisonnable, inacceptable, et peu clairvoyant». La Commission se dit «prête à refuser tout financement américain au projet ITER à l'avenir» David Goldston, chef de la Commission scientifique du Congrès, a même déclaré à la revue New Scientist: «la participation des Etats-Unis dans le projet ITER est peu vraisemblable...» (26 mai 2005). D'ailleurs, les USA avaient déjà quitté ITER. Ils sont revenus en 2003 pour soutenir la candidature du Japon. Leur nouveau départ ne serait pas surprenant...

ITER est destructeur d'emplois

Avec les sommes pharaoniques prévues pour ITER, il serait possible de créer et pérenniser environ 100 fois plus d'emplois. Ces derniers auraient une véritable utilité sociale (éducation, culture, santé, énergies renouvelables, etc.) et seraient harmonieusement répartis sur le territoire et non pas concentrés. Par ailleurs, les emplois prévus en région PACA sont principalement des «déplacements d'emplois» : de nombreux scientifiques vont venir s'installer près d'Iter. Où est le progrès ?

Offrir le «jackpot» à une région au détriment des autres, c'est la négation de l'intérêt général

Les déclarations émerveillées de nombreux élus de Provence sont indécentes: ils ont perdu tout sens de l'intérêt général, la seule chose qui les intéresse est le «jackpot» pour leur ville, leurs circonscription, leur département, leur région, au détriment des autres régions et pays contributeurs.

Pour la recherche sur la fusion, l'argent public français finance déjà le Laser Mégajoule

Au Barp (Gironde), la France a commencé à construire le Laser Mégajoule, installation aussi pharaonique qu'ITER et visant également à tenter de maîtri-

ser la fusion nucléaire (respectivement par la voie du «confinement inertiel» et celle du «confinement magnétique»). Certes, officiellement, le Mégajoule sert à la mise au point des bombes atomiques, mais le CEA met en place des équipes mixtes «Iter/Mégajoule» ce qui confirme le double emploi de ces installations dont, par ailleurs, aucune évaluation n'est faite des (faibles) chances de succès. Et il n'est pas demandé aux citoyens s'ils veulent réellement financer les deux installations, ou une seule, ou... aucune !

ITER plombe la recherche

«Iter est encore un de ces projets de prestige qui ont, dans le passé, épuisé les finances de notre recherche. Ce fut d'abord la télévision haute définition, ensuite la construction du grand accélérateur national d'ions lourds (Ganil) à Caen, puis les vols habités dans l'espace et, enfin, la Station spatiale internationale. Résultats pour la science? Rien, ou presque. C'est aujourd'hui le laser Mégajoule, à Bordeaux, et Iter, à Cadarache.» (Claude Allègre, l'Express, 30 mai 2005). Idem : la SFP (Société Française de Physique) dénonce le risque de voir un quart du budget de la recherche française affecté à ITER : «Compte tenu des difficultés que connaît l'ensemble de la recherche française aujourd'hui, la SFP demande que l'accroissement proposé de la contribution française ne soit pas prélevé sur le budget courant de la recherche civile»

La construction d'ITER a été décidée sans aucun processus démocratique

A aucun moment les citoyens français, et de façon générale européens, n'ont été consultés pour savoir s'ils voulaient financer massivement une expérience aussi controversée qu'Iter, mais aussi les dédommagements substantiels offerts pour leur désistement au Japon et à l'Espagne (qui a retiré la candidature de Vendellos)

Le gouvernement français doit abandonner le projet ITER et investir massivement dans les économies d'énergie et les énergies renouvelables. C'est la seule voie pour sauver l'environnement, assurer la sécurité énergétique, et développer des emplois nombreux et non délocalisables.

Pour signer : www.sortirdunucleaire.org/dossiers/non-iter.html

Un très bon cru

C'est à Maromme, dans la banlieue de Rouen, que s'est tenue, en présence de 150 participant-e-s, l'Université d'été des Alternatifs. Cette Université dont le fil conducteur était *«les solidarités internationales»* a été un très fort moment convivial de rencontres, d'échanges, de formation et de réflexions communes. Les militant-e-s Alternatifs, leurs ami-e-s et invité-e-s, ont débattu de la situation internationale caractérisée par l'importance des lieux de conflits, l'accroissement des inégalités à une échelle de masse et par la responsabilité dans leurs développements de l'Empire étatsunien ; mais aussi de l'actualité de l'altermondialisme, de la situation en Amérique latine, de la critique du mode de développement capitaliste...

Bien entendu les suites à donner en Europe et dans notre pays à la grande victoire remportée par les forces de gauche lors du vote sur le projet de traité constitutionnel alimentaient également les débats.

Le programme chargé – trop chargé sans doute de l'avis de beaucoup – alternait séances plénières et travaux en ateliers permettant une plus grande participation de toutes et tous que lors des Universités précédentes. Il est bien entendu impossible de résumer en quelques lignes les débats qui devraient faire l'objet de publications ultérieures mais ceux-ci étaient de qualité .

Un grand nombre d'ami-e-s non-membres des Alternatifs[1] avaient répondu favorablement à notre invitation permettant un enrichissement de nos débats.

Pierre-Adrien Hyngray nous a fait part du point de vue de la LDH sur les questions qui se posent actuellement dans le mouvement altermondialiste.

Sergio Caceres a fait un tableau de la situation politique en Bolivie.

Nicolas Joxe nous a présenté son film *"Colombie : les armées privées de l'Etat"*.

Jean Claude Besson Girard, Paul Ariès et Thomas Coutrot ont animé des débats sur le thème *décroissance/alterdeveloppement.*

Bernard Ravenel et Martine Hassoun ceux sur les lieux de conflits et particulièrement sur la situation en Palestine.

Témoignages et analyses ont évoqué la guerre en Tchétchénie.

Un atelier sur le thème *militarisation de l'humanitaire* a été proposé par Sami Makki.

Claude Debons a tiré le bilan de la campagne victorieuse pour le Non de gauche au projet de traité constitutionnel européen et tracé des perspectives pour la suite.

Ludmila et Alexander Neumann ont analysé les évolutions sociales et politiques en cours à la veille des prochaines élections en Italie et en Allemagne.

Enfin un universitaire suisse, Jean Christophe, a dressé un tableau des offensives actuelles du capitalisme mondialisé sous égide etatsunienne et des possibilités de s'y opposer.

Tout était réuni pour que cette Université d'été soit une réussite : le cadre extrêmement agréable de la très belle maison à colombages mise à notre disposition par la municipalité de Maromme, la qualité des repas préparés par des militant-e-s de la Confédération Paysanne, la participation de tous et toutes aux taches matérielles, la qualité de l'accueil et l'excellente organisation de nos camarades de Rouen et bien sur la soirée festive animée, entre autres, par la Chorale Ternative.

Loin des "petites phrases", de la politique spectacle et des ambitions personnelles ces quatre jours d'échanges et de réflexions seront un tremplin pour affronter les défis de la rentrée politique et sociale et pour le développement de la gauche alternative, égalitaire, féministe et autogestionnaire. ■

Henri MERMÉ

(1) Bien entendu nombre de séances plénières et d'ateliers étaient également animés par des militant-e-s de notre mouvement.

Alternative en Midi-Pyrénées
Rencontre des adhérents et sympathisants

SAMEDI 24 SEPTEMBRE 2005
A partir de de 11h à 13h (suivit d'un déjeuner champêtre)
A CASTERA-VERDUZAN dans le Gers